Richard Sakwa : Aux origines profondes de la guerre en Ukraine

Richard Sakwa est professeur de politique russe et européenne à l'Université du Kent, et il est largement reconnu comme le principal spécialiste de la Russie en Europe. Sakwa aborde les racines profondes et les multiples dimensions de la guerre en Ukraine. Suivez le Prof. Glenn Diesen : Substack : https://glenndiesen.substack.com/ X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : https://www.patreon.com/glenndiesen Soutenez les recherches du Prof. Glenn Diesen : PayPal : https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : https://gofund.me/09ea012f Livres du Prof. Glenn Diesen : https://www.amazon.com /stores/author/B09FPQ4MDL

#Glenn

Bienvenue à nouveau. Aujourd'hui, nous avons le grand privilège d'accueillir Richard Sakwa, professeur de sciences politiques à l'Université du Kent, auteur prolifique et l'un des meilleurs spécialistes de la Russie que nous ayons en Europe. Merci d'être revenu parmi nous.

#Richard Sakwa

C'est un plaisir. Merci pour vos aimables paroles.

#Glenn

Eh bien, la guerre en Ukraine semble désormais toucher à sa fin, et cela oblige les Européens à modifier un peu leur discours. Nous avons même vu le chancelier Merz changer de rhétorique, ce qui semble préparer le terrain pour rétablir les liens diplomatiques. Il a, par exemple, souligné que la Russie est un pays européen et que nous devons dialoguer avec elle. Je pense que c'est important, car cette guerre, comme nous le savons, s'est déroulée à la fois sur le champ de bataille et à travers les récits. Si l'on veut prolonger une guerre et boycotter la diplomatie, on adopte bien sûr des récits comme « une invasion non provoquée », ce qui est utile, car les négociations deviennent alors essentiellement une forme d'apaisement qui récompense l'agression, et la paix doit être obtenue sur le champ de bataille. Mais lorsque l'on est en train de perdre la guerre et qu'il est temps d'y mettre fin, il faut alors recourir à la diplomatie — à la reconnaissance des préoccupations mutuelles en matière de sécurité.

On pourrait donc s'attendre à un éloignement de ces récits d'un combat entre le bien et le mal, où toute négociation est impossible. Ainsi… nous pourrions avoir l'occasion de mettre fin à cette guerre par des moyens diplomatiques. Et dans cette optique, c'est une bonne occasion de discuter des

racines plus profondes de la guerre en Ukraine, si nous voulons en traiter les causes fondamentales, ce que les Russes ne cessent de réclamer. Et, coup de chance pour nous, vous venez justement de terminer une conférence portant exactement ce titre — « Les racines profondes de la guerre en Ukraine ». Je me demandais donc si vous pouviez développer vos arguments, car pour comprendre comment nous en sommes arrivés là — et c'est une question complexe — il s'agit à la fois de la division de l'Europe entre l'OTAN et la Russie, mais aussi d'un problème, bien sûr, entre la Russie et l'Ukraine, et également au sein même de l'Ukraine. Nous avons cette troisième couche de lignes de fracture profondes à l'intérieur de l'Ukraine. Je me demandais donc si vous pouviez… oui, c'est un sujet très vaste, mais si vous pouviez détailler votre argumentation.

#Richard Sakwa

Oui, bien sûr. Mais avant de le faire, puis-je simplement dire que, vous savez, j'espère que nous approchons de la fin de la guerre — mais je n'en suis pas entièrement convaincu. Je pense que, pour reprendre les mots de Churchill, nous sommes à la fin du commencement, mais malheureusement je ne suis pas tout à fait sûr que nous soyons au commencement de la fin. Nous entrons soudainement dans une nouvelle phase — une phase au cours de laquelle, je crois, les puissances européennes, d'une manière très confuse et contradictoire, commencent à laisser filtrer quelques lueurs de réalité dans leurs calculs.

#Glenn

Très vite, je pense que je parais peut-être un peu plus optimiste que je ne le suis réellement. Je continue de penser que cela se résoudra sur le champ de bataille. Mais c'était le premier rayon de soleil après avoir encore exigé que la Russie paie des réparations et tout le reste. À mesure que nous nous éloignons de cela, je pense que le changement de récit nous permet — ou nous donne la possibilité — de faire beaucoup plus de choses. Si nous sommes autorisés à discuter de leurs préoccupations en matière de sécurité, au moins la diplomatie peut progresser. Mais j'ai peut-être exagéré mon optimisme.

#Richard Sakwa

Non, mais vous avez tout à fait raison. Nous entrons dans une nouvelle phase où la diplomatie revient, de manière étonnante, à l'ordre du jour pour les puissances européennes. Si vous vous souvenez, il y a quelques années — enfin, un an et demi — lors d'une réunion du Conseil européen, Robert Fico, de la République slovaque, avait dit qu'il était stupéfait que, tout au long de la discussion, personne n'ait suggéré que l'Union européenne et ses dirigeants devraient dialoguer avec la Russie. Et lorsque Viktor Orbán, qui présidait le Conseil européen pour le second semestre de 2025, je crois, a soulevé ce point, il a été sévèrement ostracisé. Mais oui, je pense qu'au début de 2026, les dirigeants européens commencent à comprendre.

Cependant, si vous vous souvenez, à l'automne, nous avions le plan de paix en 28 points — la proposition Kirill Dmitriev–Steve Witkoff — qui a servi de bon cadre de discussion. Bien sûr, les puissances européennes et Zelensky se sont immédiatement mobilisés. Et, comme vous le savez, au début de l'année 2026, ils ont présenté puis finalement adopté un plan de paix en 20 points. Ce plan en 20 points contient encore beaucoup d'éléments tout simplement inacceptables pour Moscou. Ainsi, à l'heure actuelle, Witkoff et Jared Kushner prévoient de se rendre à Moscou. Je pense qu'il y a eu là-bas une certaine résistance, même à l'idée de les accueillir, car, de toute évidence, Lavrov et Poutine affirment toujours être ouverts à la diplomatie.

Mais ils disent : regardez, on tourne en rond. À quoi bon ? On parvient à quelque chose, vous venez, on discute, on expose nos problèmes fondamentaux, puis vous repartez et tout est complètement bloqué dès qu'il s'agit des puissances européennes. Et Trump est très instable, comme nous le savons — c'est littéralement un électron libre, passant d'un extrême à l'autre. Voilà donc où nous en sommes. Malheureusement, je pense que le champ de bataille sera le principal théâtre des événements au cours des prochains mois, jusqu'à ce que nous en arrivions enfin à une diplomatie sérieuse — non seulement entre les puissances occidentales, mais aussi en engageant Moscou de manière plus substantielle. Bref, c'est juste pour situer où nous en sommes maintenant. Mais, comme vous le dites, tout ce qui concerne notre situation actuelle a des racines profondes.

Je soutiens qu'il existe au moins quatre, voire cinq, niveaux dans ce conflit. Je dirais que le premier, évidemment, est le niveau interne ukrainien. On peut le formuler de plusieurs manières. J'ai proposé qu'il existait deux modèles, deux visions de la souveraineté ukrainienne après 1991. Il y avait ce que j'appellerais la vision moniste. C'est l'idée qu'il existe une sorte de vision primordiale — mot très intéressant — de la nationalité ukrainienne et même de la souveraineté, présente depuis l'aube des temps. Il suffirait de se débarrasser des couches accumulées du colonialisme russe, et auparavant du colonialisme polonais, de la domination polono-lituanienne. Mais c'est un peu comme le David de Michel-Ange.

Vous n'avez que le bloc de marbre, et à l'intérieur se trouve cette statue fantastique et merveilleuse — il suffit simplement d'en retirer l'excédent. C'est une vision complètement fausse de la manière dont les États se développent, et cela déforme également l'idée du post-colonialisme. Tel que je le comprends, le post-colonialisme repose sur l'hybridité — sur la façon dont les États se développent à travers des relations complexes. On peut les qualifier d'impériales, de coloniales ou d'autre chose, mais elles transforment malgré tout les acteurs de cette interaction. La vision primordiale, en revanche, suggère qu'il suffit simplement de se débarrasser de tout cela. L'alternative — et c'est celle à laquelle j'ai consacré mon livre, *La guerre russo-ukrainienne : les lignes de faille de l'empire* — est ce que j'appelle « l'autre Ukraine ». C'est une vision de l'Ukraine pluraliste, tolérante, multilingue, multiconfessionnelle et généreuse.

Beaucoup de personnes monistes — celles qui croient en un nationalisme ukrainien profond — étaient également tolérantes et pluralistes, il ne faut donc pas opposer les deux de manière trop

tranchée. Mais, en termes idéaux, nous avons bien cette vision. Et cela, dans les exigences russes, est désormais présenté — ou, selon la terminologie employée, qualifié — de « dénazification » de l'Ukraine. Je pense que c'est un terme très mal choisi, car il simplifie à l'excès les éléments, même s'il touche à la question de l'intolérance et du manque de pluralisme dans la société. C'est donc clairement l'une des principales revendications : que les droits linguistiques et autres soient respectés. Voilà le premier niveau. Le second niveau concerne précisément la relation russo-ukrainienne — très spécifiquement une relation à la fois interétatique et interculturelle.

Une façon d'aborder cette question serait d'examiner toutes sortes de théories. Mais la voie que je souhaite emprunter — si seulement j'avais plus de temps — consiste à l'envisager à travers le prisme de la théorie mimétique, la théorie de René Girard. Il explique que, fondamentalement, deux États ou deux personnes — il prend l'exemple d'un seigneur et d'un serf — entrent en conflit par imitation. Un serf serait généralement en conflit avec un autre serf, car la distance entre ce serf et le seigneur est tout simplement trop grande, et les seigneurs, eux, se querelleraient entre eux. En d'autres termes, plus on est proches, plus il est probable que ces conflits émergent. Et bien sûr, la Russie et l'Ukraine occupent un espace civilisationnel et culturel très similaire — je ne dis pas identique — : slave oriental, orthodoxe, et avec une histoire commune à travers la majeure partie du pays.

Et c'est pourquoi cette rivalité mimétique est si intense. Cela aide à expliquer, en partie, pourquoi les nationalistes ukrainiens croient, comme un article de foi, qu'ils doivent se distancier de la Russie. Cela a conduit à une relation très épineuse dès le début, après l'effondrement de l'Union soviétique en 1991. Et bien sûr, cela remonte au XIX^{e} siècle. Voilà donc le deuxième niveau. Nous pourrions en parler longuement. Cette vision mimétique, à mon avis, est importante, et elle aide à comprendre pourquoi, jusqu'en 2022, la profondeur de l'hostilité entre les deux pays était si forte — une sorte de « narcissisme des petites différences ». Sans nier les questions de fond, cela en faisait néanmoins partie. Le troisième niveau est celui intra-européen.

Ici, nous avons complètement échoué. Et ici, il faut le dire — vous avez parlé des racines profondes — nous devons remonter non seulement à 1989–1991, à la fin de la guerre froide, même si c'est important. Il faut remonter jusqu'en 1945. À bien des égards, cette guerre, la guerre en Ukraine, remet à l'ordre du jour des éléments qui n'avaient pas été réglés ou résolus dans les premières années d'après-guerre. Par exemple, on a beaucoup parlé récemment de l'Allemagne, et du fait qu'après 1945 et Potsdam, l'idée implicite était — et l'Union soviétique y est revenue à de nombreuses reprises par la suite — que l'Allemagne devait être un État démilitarisé et neutre au centre de l'Europe.

Si cela s'était produit, il n'y aurait pas eu de guerre froide. Il n'y aurait pas eu cette division de l'Allemagne. Toute la politique aurait changé. Et alors, on se demanderait pourquoi nous avons eu la guerre froide initiale, qui s'est ensuite reproduite sous de nouvelles formes après 1989–1991 — l'effondrement du communisme, la fin de la première guerre froide. Eh bien, on pourrait dire, et c'est là que je soutiens toujours, que nous avons connu deux échecs. Le premier, l'émergence de ce que j'appellerais l'Occident politique. Lavrov et les Russes aiment parler de l'Occident collectif, et les

puissances occidentales aiment parler de l'alliance transatlantique — cet organisme très puissant qui domine depuis quatre-vingts ans.

En d'autres termes, le règlement d'après-guerre de 1945 était un règlement atlantiste qui a subordonné et empêché l'établissement d'une véritable unité pancontinentale. Après 1989, à la fin de la guerre froide, la Maison européenne commune de Gorbatchev, la Confédération de l'Europe de Mitterrand — toutes ces idées revenaient en somme à dire : « D'accord, repensons 1945. » Au lieu de cela, nous avons simplement eu plus de la même chose : l'OTAN et l'Union européenne se présentant comme les seules entités capables de représenter l'ensemble de l'Europe, ce qui, bien sûr, a marginalisé la Russie et conduit au dilemme de sécurité, à l'élargissement de l'OTAN et à la guerre. Voilà donc le troisième niveau. Et, bien sûr, le quatrième concerne la relation de superpuissance entre les États-Unis et la Russie.

Et paradoxalement, nous pensions — et nous avons parlé de paix au début — que la paix pouvait venir d'en haut. En d'autres termes, que le rapprochement russo-américain, la détente, pouvait, avec Trump et Poutine travaillant personnellement ensemble, établir un cadre qui serait, eh bien, partiellement imposé mais espérons-le accepté par les puissances européennes, et qui mènerait effectivement à un règlement au sein même de l'Ukraine. Malheureusement, il semble que les États-Unis sous Trump, même s'il a mis certaines questions sur la table — des questions qui auraient dû être posées en 1945–46 et de nouveau en 1989–91 —, il les a bel et bien mises sur la table.

Malheureusement, Trump n'a pas de réponses cohérentes. Cela signifie que l'ancien Occident politique — l'ancien système de puissance atlantique — est clairement à bout de souffle. C'est certain. La Russie, Moscou, et d'autres pays d'ailleurs, y ont vu une grande opportunité. Bien sûr, les puissances européennes et Kyiv considèrent cela avec une profonde inquiétude. Mais il est évident que les choses bougent et changent. Comme nous l'avons dit, oui, 2026 a commencé sur les chapeaux de roues, et il y a là beaucoup d'éléments en mouvement. Nous vivons un autre moment liminal, tout comme en 1945 et en 1989. 2026 semble bien être l'une de ces dates charnières.

#Glenn

Je suis tout à fait d'accord avec cette idée d'une identité décoloniale. C'est très dangereux, car cela signifie qu'on considère l'élément russe de l'identité ukrainienne comme une relique impériale étrangère — quelque chose dont il faut se débarrasser. C'est évidemment un problème à la fois sur le plan intérieur et à l'étranger, car si l'on adopte cette idée, comme cela a été fait après 2014, il faut alors commencer à épurer les partis politiques, la culture, la religion, les médias, la langue — dans tous les domaines. Et je cite souvent Soljenitsyne. Il faisait remarquer que ce lien étroit entre Russes et Ukrainiens était une arme à double tranchant, car pour certains Ukrainiens, c'était une source de fraternité avec les Russes, mais pour la plupart des Ukrainiens de l'Ouest, c'était exactement le contraire.

C’est ce qui les empêchait d’être pleinement souverains, car si l’on veut essentiellement un seul peuple, alors pourquoi être un État séparé ? J’ai donc toujours pensé qu’il serait bon pour l’Ukraine de se développer comme un projet de construction nationale — de se distinguer de la Russie. Voici l’Ukraine : nous sommes différents, mais pas anti-russes, car sinon on déclenche à la fois des problèmes de sécurité intérieure et internationale. Ce serait un peu comme si la Russie se découplait complètement, ou se « détatarisait ». Je veux dire, on ne peut pas simplement effacer cinq cents ans d’histoire commune et faire comme si, après tout ce temps, cela n’avait aucune importance. Il faut que cela soit intégré dans une conception plus inclusive de ce que signifie être russe. On ne peut pas exclure ces autres groupes. Mais dans le cas de la Russie, c’est plus compliqué, car, comme vous l’avez dit, quelle que soit la relation qu’elle entretient avec les Russes ethniques ou les russophones d’Ukraine, cela influence sa relation avec l’Ukraine elle-même.

La Russie devient également plus vulnérable à l’exploitation par des acteurs étrangers. Parce que je pense que si l’Ukraine compte des éléments étrangers — qu’il s’agisse traditionnellement des Allemands, des Américains ou des Britanniques — qui souhaitent créer une Europe davantage « dé-russifiée », alors on verra une convergence avec les éléments les plus nationalistes au sein de l’Ukraine. Mais comment voyez-vous l’interaction entre ces différents niveaux ? J’ai l’impression que si les États-Unis et la Russie parviennent à un certain accord, cela facilite la résolution des autres problèmes, non ? Mais un gouvernement nationaliste à Kyiv ne chercherait pas seulement à adhérer à l’OTAN ; il tenterait aussi de purger la culture russe des terres historiquement russes, ce qui n’est pas non plus acceptable. Alors, comment voyez-vous tout cela fonctionner ensemble ?

#Richard Sakwa

Oui, c’est en partie ce qui rend difficile de tout assembler. C’est comme un Rubik’s Cube — tellement compliqué d’aligner toutes les pièces. Et, bien sûr, tous ces enjeux interagissent entre eux. Par exemple, les États-Unis — et explicitement Zbigniew Brzezinski, dans les années 1990, dans *Le Grand échiquier* — ont déclaré qu’ils avaient travaillé avec assiduité. L’ambassade américaine à Kyiv a travaillé avec assiduité pour exploiter les divisions internes à l’Ukraine, afin de favoriser et de renforcer une certaine composante dans le cadre d’une tentative de contenir, marginaliser et même, si l’on veut, humilier la Russie. Donc, il s’est passé beaucoup de choses à ces niveaux.

Bien sûr, maintenant que les États-Unis ont changé de ton, ils ne—enfin, nous ne savons pas vraiment ce que fait Trump, parce qu’il joue, il est aussi assez trompeur de bien des façons. Par exemple, la frappe de drone, ou quoi que ce soit que c’était, vers Valdaï — les quatre-vingt-onze drones des premiers jours de janvier — a clairement été facilitée par les États-Unis d’une manière ou d’une autre. C’est donc une question fondamentale : comment tout cela s’articule-t-il ? Et, vous savez, je les sépare uniquement à des fins d’analyse. Sinon, en un sens, nous disons que ce sont là les fils conducteurs.

Vous savez, d'autres approches diraient que ces niveaux sont un peu mécaniques, et qu'on pourrait en nommer d'autres. Un cinquième, par exemple, serait la manière dont la guerre est présentée comme une lutte civilisationnelle plus vaste — les hordes barbares russes à l'est. Et cela, bien sûr, nous ramène non seulement aux 80 années d'après-guerre depuis 1945, mais à une question plus large, que je trouve d'ailleurs fascinante. De nombreux commentateurs russes, comme Sergueï Alexandrovitch Karaganov, par exemple, se concentrent sur les 500 ans de relations difficiles entre la Russie et l'Europe. Ce conflit civilisationnel — et, bien sûr, beaucoup en Occident, Biden l'a explicitement qualifié de guerre pour la civilisation, pour l'ordre fondé sur des règles — en est une manifestation, mais plus largement, il s'agit de la culture occidentale, de l'État de droit, et ainsi de suite, opposés au despotisme russe.

Ce sont précisément les missions civilisatrices, et Macron en a également parlé. C'est une répétition des visions impériales du XIXe siècle — des visions de l'empire qui ne sont pas mortes. Et bien sûr, des commentateurs comme Karaganov soutiennent qu'en fin de compte, cette guerre est une occasion pour la Russie de définir son identité, d'abandonner cette fausse tentative de cinq siècles de devenir une puissance européenne, bien qu'il reste lui-même ambigu. Donc, pour le dire à ma manière, nous assistons à l'émergence d'une Russie post-occidentale, mais non d'une Russie post-européenne. Et tout simplement en raison de la géographie — la Russie est une puissance européenne. C'est aussi une puissance asiatique, une puissance eurasienne, mais ce sont ses voisins.

Eh bien, je parle en tant qu'Européen, et j'ai toujours soutenu que nous avons besoin — et, en tant que l'un des derniers gaullistes d'Angleterre, je dirais que nous avons besoin — d'une vision pancontinentale, sous une forme ou une autre, d'une sorte de communauté politique. Car, comme vous le savez bien, en Russie, nous avons 145 millions de citoyens qui sont évidemment un peuple extrêmement divers — les Bouriates et bien d'autres — mais, en fin de compte, leur culture est européenne. Ils partagent un sens commun de l'orientation culturelle. Comment dire ? De multiples confessions religieuses, même si je ne veux pas trop insister sur l'aspect chrétien, mais c'est assurément une culture fortement christianisée, parmi d'autres religions qu'il faut bien sûr respecter, tout comme l'Europe doit y faire face elle aussi. En d'autres termes, la dimension civilisationnelle est à la fois un facteur d'exacerbation et, en fin de compte, peut-être un cadre pour la paix que nous désirons tant.

#Glenn

Mais je peux comprendre pourquoi les Russes exigent maintenant de résoudre toutes les questions sous-jacentes. Comme tu l'as dit, les causes profondes remontent très loin, surtout si l'on considère la dimension géopolitique. Tu sais, Dostoïevski écrivait déjà dans les années 1800 que, pour diviser l' Europe et contenir la Russie, le but des Anglais était de faire en sorte que les Slaves détestent la Russie autant qu'eux. Et puis, bien sûr, pendant la Première Guerre mondiale, on a vu les Allemands se présenter largement comme les libérateurs de différents peuples slaves, en particulier des Ukrainiens, parce qu'ils affirmaient : « Nous allons vous libérer de la domination russe. » Mais tout

historien reconnaît que ce qu'ils faisaient réellement, c'était tenter de s'emparer de cette partie du monde, de la découpler de Moscou et de la placer sous influence allemande à la place.

Ainsi, par exemple, la façon dont la Première Guerre mondiale s'est terminée — ou plutôt ne s'est pas terminée — avec l'accord russo-allemand, le traité de Brest-Litovsk, était perçue comme essentiellement ce que l'OTAN cherche à faire aujourd'hui. Et on a vu la même chose pendant la Seconde Guerre mondiale. Les nazis se rapprochaient alors des nationalistes ukrainiens en disant : « Eh bien, nous comprenons aussi votre lutte pour la liberté. » Ils se présentaient également comme des libérateurs. Mais en réalité, il s'agissait de créer une région dominée par l'Allemagne. Et puis, bien sûr, il y a eu la Révolution orange en 2004, qui devait aussi arracher l'Ukraine à l'orbite russe pour la faire entrer dans l'orbite de l'Union européenne, dirigée par l'Allemagne — et encore une fois, nous avons refait la même chose en 2014. Nous continuons à répéter le même schéma encore et encore.

Il semble que nous devions soit accepter que l'Ukraine fasse partie de l'orbite russe — ce qui, à mon avis, n'est plus raisonnable compte tenu de l'évolution de l'opinion publique en Ukraine —, soit qu' elle devienne un pont plutôt qu'une sorte de ligne de front. Mais dans ce cas, il faut un système de sécurité paneuropéen qui empêche réellement l'Ukraine d'être une ligne de front, ce qui serait bénéfique pour son développement économique et sa capacité à respecter toutes les personnes vivant à l'intérieur de ses frontières. Mais comment rompre ce cycle ? Car, quel que soit l'accord de paix que nous obtiendrons, l'animosité persistera. L'idée que les Russes soient essentiellement notre principal « autre », notre principal groupe extérieur — tout cela risque de durer encore longtemps. Alors, comment s'attaquer réellement aux causes profondes ?

#Richard Sakwa

Comme vous le dites, dès qu'on commence à s'attaquer aux causes profondes, on découvre qu'il s' agit d'un enchevêtrement très complexe de conflits imbriqués et d'idées récurrentes. Une façon de rompre ce cycle sans fin — et comme vous l'avez dit, cela ne concerne pas seulement les dix dernières années, mais les trente dernières, voire davantage, depuis la fin de la guerre froide, ou même depuis 1945, en remontant au XIX^{e} siècle, à la guerre de Crimée, et ainsi de suite — serait de repenser entièrement le cadre. Je soutiens que, comme vous l'avez dit, nous ne savons peut-être pas exactement comment y parvenir, mais en général, après une guerre, si l'on veut une paix durable, il faut mettre de nouvelles idées sur la table.

Nous n'avons même pas encore atteint la première étape. C'est pourquoi je dis que nous ne sommes qu'à la fin du commencement. Alors, où sont ces nouvelles idées ? Au lieu d'idées nouvelles, nous voyons l'Union européenne et la plupart des puissances européennes redoubler de fièvre guerrière — cette russophobie virulente, cette volonté d'effacer la Russie — que même les États-Unis jugent excessive. J.D. Vance, Hegseth et d'autres — non pas parce qu'ils aiment la Russie, mais parce qu'ils voudraient se concentrer sur la Chine, qui est peut-être le seul élément nouveau dans tout cela. En d' autres termes, ils perpétuent une vision de la politique internationale fondée sur le conflit et les

sphères d'influence. Comme vous le suggérez, si l'Ukraine n'est pas un pont, alors elle devient une barrière, et ainsi de suite.

Luther devrait, pour ainsi dire — eh bien, une technique classique de négociation consiste à prendre de la hauteur, à monter d'un cran, si l'on veut, et à essayer d'élargir la perspective, de voir les choses plus globalement. C'est ce que je pense que nous devons faire. Le premier élément de cela consiste donc à lancer un nouveau débat sur — eh bien, vous avez parlé d'un système de sécurité paneuropéen, oui — mais cela ne sera peut-être qu'un reflet d'une communauté politique paneuropéenne plus vaste. Il semble absurde d'en parler ou même d'y penser en ce moment, mais c' est précisément dans les jours les plus sombres d'une guerre qu'il faut commencer à penser l' impensable. Comment y parvenir ? Je ne sais pas. Mais c'est là qu'intervient la deuxième étape.

Parce que le danger, dans tout cela, en ce moment, c'est que cette guerre — c'est une guerre civile européenne. Et bien sûr, c'est ainsi que les trumpistes la perçoivent, d'ailleurs, de plus en plus : comme une guerre civile européenne endémique. Et en effet, dans une grande partie du Sud global, elle est considérée comme une autre guerre du Nord global. C'est pourquoi tant de pays du Sud global ne veulent rien avoir à faire avec elle. Ils n'ont pas rejoint les sanctions. Ils disent simplement : « Regardez, ces Européens ridicules — ils ont eu une guerre mondiale. Ce n'était pas suffisant pour eux ? Il leur en a fallu une deuxième, et maintenant ils en veulent une troisième. Eh bien, les gars, nous ne voulons rien avoir à faire avec ça. » Mais cela nous conduit alors à l'autre grand danger d' aujourd'hui, à savoir celui qui menace le système international fondé sur la Charte des Nations unies.

Nous voyons déjà les Ukrainiens tenter d'en tirer parti autant qu'ils le peuvent, mais au final pour le dénigrer, le briser, le détruire. Et, bien sûr, les Israéliens font de même — ils n'éprouvent rien d' autre que du mépris. Nous avons vu que Trump, dès les premiers jours de 2026, a retiré les États-Unis de — qu'était-ce — cinquante-six organisations internationales. Ainsi, les États-Unis font défection non seulement du monde politique occidental, de leur système d'alliance atlantique, ce que beaucoup accueilleraient favorablement en disant qu'il est temps de mettre fin à l'OTAN. Cette organisation a très bien rempli ses fonctions plutôt destructrices depuis 1989. Mais ce que nous devons maintenant constater, c'est qu'il se retire également du système international fondé sur la Charte, que les États-Unis ont tant contribué à établir en 1945. C'est catastrophique, à mon avis.

Nous avons de nombreux commentateurs russes qui affirment qu'il est temps de construire des institutions parallèles — peut-être à travers les BRICS, l'Organisation de coopération de Shanghai ou des institutions financières alternatives à celles de Bretton Woods, comme la Banque mondiale et le FMI. Eh bien, c'est peut-être une façon d'essayer de sortir de ce cercle vicieux, où, depuis quatre ans de guerre, nous ne faisons que répéter la même chose encore et encore depuis 2014 — en reprenant sans cesse les mêmes débats depuis 1989. Qui était pour l'élargissement de l'OTAN ? Qui y était opposé ?

Oh, les Européens de l'Est voulaient rejoindre l'OTAN — comment aurions-nous pu les en empêcher ? C'est une façon de penser tellement banale et stérile. Nous devons repenser la politique

internationale d'une manière nouvelle. Et c'est là que les mouvements pour la paix, que la pensée pacifiste, sont si importants. L'ancien modèle classique des relations internationales à l'américaine repose entièrement sur la politique de puissance et ainsi de suite. Eh bien, vous savez, beaucoup diraient que l'humanité fait face à de nombreux défis — et pas seulement des défis environnementaux ou autres, mais aussi des opportunités. Les avancées technologiques de ces dernières années sont extraordinaires.

Le fait que nous puissions être assis ici à parler sur cette machine est tout simplement incroyable — c'est de la science-fiction. Et pourtant, que faisons-nous constamment ? Nous gaspillons cette opportunité. Et maintenant, les Européens veulent passer les prochaines décennies à se réarmer. Notre magnifique ministre des Affaires étrangères, Yvette Cooper, était dans votre pays, dans le nord de la Norvège hier, appelant à de nouvelles défenses massives à Kirkenes, comme nous dirions en anglais. Elle était là-haut, je crois, l'autre jour. Et bien sûr, nous venons d'envoyer une énorme force militaire au Groenland — un soldat — pour le défendre contre notre allié. Mais tout cela, vous savez, atteint un niveau de politique franchement burlesque.

#Glenn

Les Norvégiens ont envoyé deux fois plus de soldats au Groenland que l'Angleterre — alors nous en avons envoyé deux.

#Richard Sakwa

D'accord, bien joué.

#Glenn

Non, ce n'est pas du tout très impressionnant. Mais je me demande si vous n'êtes pas un peu optimiste quant à la nouvelle répartition internationale du pouvoir, car maintenant que—eh bien, dans le passé, du moins d'un point de vue de réalisme politique—lorsque le pouvoir était concentré en Europe, on pouvait supposer que la concurrence entre les puissances européennes aboutirait à ce qu'elles se partagent plus ou moins le monde entre elles. Cela avait donc un certain sens : on pouvait avoir cette Europe fragmentée, mais qui restait tout de même le centre du monde. Mais maintenant que la répartition du pouvoir s'est déplacée de manière spectaculaire loin de l'Europe—et cela est tout à fait évident, comme en témoigne aussi la stratégie de sécurité nationale des États-Unis, qui accorde si peu d'importance à l'Europe, à sa pertinence—dans une telle Europe, nous ne pouvons vraiment plus nous permettre ces lignes de division.

Nous ne sommes plus le centre du monde. Ainsi, si l'Europe est aujourd'hui divisée, ce n'est plus comme après la Seconde Guerre mondiale, lorsque les États-Unis cherchaient à renforcer les États de première ligne et à les placer dans une position favorable. Désormais, une Europe divisée signifie que les Européens de l'Ouest deviennent trop dépendants des États-Unis, tandis que la Russie

devient peut-être trop dépendante de la Chine. Et cela permet aux États-Unis de transformer toute cette dépendance — qu'elle soit économique ou sécuritaire — en une loyauté massive. Les Européens finissent donc par devoir faire tout ce qu'on leur dit, ne devenant que plus faibles et moins pertinents. On pourrait penser que s'il y a bien un moment pour que l'Europe essaie de faire — eh bien, de faire ce que la Charte de Paris pour une nouvelle Europe de 1990 appelait de ses vœux — ce serait maintenant : une Europe sans lignes de division.

Vous voyez maintenant qu'au moins la répartition du pouvoir lui est favorable, car après la guerre froide, je comprends pourquoi nous avons opté pour l'hégémon — c'est-à-dire que les Européens se sont alliés aux États-Unis afin que nous puissions avoir une hégémonie collective. Vous savez, si les Russes avaient rejoint une Europe commune, cela n'aurait pas entraîné l'Amérique de la même manière. Ce ne serait donc pas devenu un système d'hégémonie collective. Il y avait là une forte incitation. Mais aujourd'hui, l'ordre unipolaire a disparu. Je ne vois tout simplement plus les mêmes — enfin, d'un point de vue structurel, je ne vois plus les mêmes incitations à maintenir l'Europe divisée comme elle l'était autrefois. Je veux dire, de mon point de vue, rediviser l'Europe était le prix à payer pour garder les Américains présents et concentrés sur l'Europe. Mais si les Américains la relèguent de toute façon au second plan, pourquoi faisons-nous de la Russie un ennemi ? Cela n'a vraiment aucun sens.

#Richard Sakwa

En effet. Et pire encore, nous avons suivi le mouvement et détérioré nos relations avec la Chine dans une certaine mesure. Ils essaient maintenant de réparer les liens. Mais comme les États-Unis ont lancé la guerre des tarifs en 2018, l'Europe a ensuite suspendu le traité d'investissement, sur lequel on travaillait depuis des années, et ainsi de suite. Cela n'a vraiment aucun sens. Ce que nous voyons maintenant, clairement, c'est un découplage du système de puissance atlantique. Mais, comme vous le savez, la stratégie européenne consiste à attendre que cela passe — à tenter, pour ainsi dire, d' apaiser l'énergie démoniaque de Donald J. Trump et à espérer qu'en 2028 un nouveau dirigeant soit élu et que la normalité soit rétablie. Je ne vois donc pas qu'il y ait beaucoup de réflexion stratégique au-delà de cela, sauf dans un domaine plutôt néfaste — celui de la constitution d'une armée européenne.

Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, soutient désormais que l'Europe doit se construire comme une puissance militaire — ce qui, bien sûr, est sensé à bien des égards si c' est fait dans un esprit positif, c'est-à-dire pour affirmer que l'Europe doit se tenir sur ses propres jambes et devenir un acteur indépendant. Mais qu'est-ce que l'Europe ? Le Royaume-Uni est parti, la Norvège n'en fait pas partie, même si elle est évidemment très proche de l'Europe. Mais ce n'est pas… Cette Union européenne — je pense que l'une des leçons de cette guerre est que, sur le plan fonctionnel, certains éléments de l'Union européenne seront reproduits sous un nouveau format. Mais cette Union européenne est clairement en train d'être reproduite. Nous ne savons pas comment cette guerre va se terminer, mais je pense qu'elle se terminera mal.

Cela se termine déjà mal pour l'OTAN. Elle a été discréditée, et ainsi de suite — et je pense qu'il en va de même pour l'Union européenne. C'est pourquoi je crois qu'il faut commencer à se demander : quel type d'Europe voulons-nous après cette guerre ? Celle que nous voulons est celle qui figurait à l'ordre du jour en 1945, puis à nouveau entre 1989 et 1991. Et c'est, comme vous le suggérez, une vision pancontinentale. Bien sûr, ce serait une Europe post-américaine, mais non pas anti-américaine. Qui travaillera avec les États-Unis ? Qui souhaite être en conflit ? Encore une fois, il s'agit peut-être de revenir véritablement aux fondements normatifs de l'Union européenne — en tant que projet de paix.

Mais en ce moment, l'Europe est en train de se reconstituer — cette Europe post-américaine — comme un projet de guerre. Une guerre, une longue guerre, comme on le dit, comme Mark Rutte et d'autres l'ont averti, contre la Russie — une guerre générationnelle. Et en effet, au Royaume-Uni, on parle d'une « guerre de toute la société », ce qui signifie, bien sûr, ce qu'ils entendent par là : il faut une répression interne. Certains d'entre nous en ont vraiment ressenti les coups durs — la censure, et ainsi de suite. C'est une voie catastrophique. C'est pourquoi je pense qu'il est si important de définir une alternative, à savoir une vision véritablement progressiste et pan-continentale. Ce sera difficile. Et dans ce cadre, une OTAN résiduelle, une Union européenne résiduelle et reconstituée joueront un rôle. Mais nous devons avoir quelque chose de nouveau — vous savez, une Confédération nord-eurasienne serait, selon moi, la voie à suivre.

#Glenn

J'entends sans cesse le discours selon lequel nous devons maintenir en vie les systèmes d'alliance et le bloc anti-russe parce que, eh bien, regardez à quel point c'est nécessaire à cause de l'Ukraine. Mais encore une fois, cela met en évidence les deux logiques différentes qui sous-tendent le rôle de l'OTAN. L'OTAN deviendrait-elle plus pertinente maintenant que nous percevons la menace russe, ou se discréditerait-elle en ayant en réalité provoqué une guerre ? Et, vous savez, il est difficile de ne pas souligner que les États de première ligne que nous prétendons devoir protéger — l'Ukraine, la Moldavie, la Géorgie — sont tous écrasés, ou risquent de l'être, en conséquence du retour à une politique de blocs.

J'ai simplement du mal à comprendre pourquoi les Britanniques, par exemple, prennent la tête — avec d'autres Européens — dans cette lutte générationnelle contre les Russes. Qu'est-ce que c'est exactement ? Pourquoi ? Je veux dire, encore une fois, l'objectif russe depuis la fin de la guerre froide était de créer une Europe commune, et ils avaient averti que l'élargissement de l'OTAN allait rediviser le continent, recréer la logique de la guerre froide, toute cette compétition à somme nulle autour du voisinage partagé. Et tout le monde reconnaît que la Russie n'a formulé aucune revendication sur l'Ukraine avant le coup d'État de 2014, mais après cela… elle a réagi de cette manière.

C'est très étrange pour moi. Je ne vois pas d'argument cohérent expliquant pourquoi on continue d'entendre tout ce récit impérial — selon lequel la Russie ne serait qu'une puissance impérialiste

cherchant à avaler des territoires et à reconstruire l'Union soviétique. Ce n'était pas le cas la veille du coup d'État en Ukraine en 2014. Je veux dire, il me semble que c'est vous qui avez écrit dans l'un de vos livres que l'OTAN est désormais une organisation de sécurité qui existe pour gérer les conflits issus de sa propre existence. Je déforme peut-être un peu les mots, bien sûr, mais c'était plus ou moins votre idée. C'est bien ça.

#Richard Sakwa

Oui, en effet. Je veux dire, si la Russie ne cherchait qu'à s'étendre territorialement ou impérialement, elle aurait facilement pu annexer ou prendre le contrôle du Donbass pendant ces sept années entre 2014 et 2021. Elle ne l'a pas fait. Elle ne les a pas absorbés, même si de nombreux ouvrages, d' ailleurs, affirment que la Russie a pris le contrôle de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Ce n'est pas le cas. Elle les a reconnues comme des États indépendants, et bien sûr, c'est une question qui devra être négociée avec la Géorgie en temps voulu. Mais la question plus large — pourquoi — est celle sur laquelle nous devons vraiment nous concentrer. Il y a toutes sortes de réponses à cela. La première, vous savez, la psychosociale, c'est que nous avons une élite totalement dégradée — certainement au Royaume-Uni, c'est notre cas.

Regardez simplement nos dirigeants dans tous les grands partis politiques, tous répétant, sans réfléchir, le même discours militariste — à l'exception de quelques rares exceptions, qui ne siègent pour la plupart plus au Parlement. On pourrait donc dire que… Et puis, il y a ce contexte plus large à l'intérieur de ce cadre, qui remonte, par exemple, à la rivalité anglo-russe avant la révolution, à la guerre de Crimée, et même encore plus loin. Mais il existe aussi beaucoup d'éléments contraires. Lorsque Tony Blair, au tout début de l'an 2000, alors que Poutine arrivait au pouvoir, a tenté un rapprochement, c'était assez clair : il y a eu une tentative de réinitialisation, et Poutine est venu en visite d'État. Il y avait donc des éléments positifs. Mais bien sûr, l'invasion anglo-américaine de l'Irak a tout gâché — puis la Libye, le traité ABM, et tout le reste. C'est donc, si l'on veut, une approche psychosociale.

Il y a l'approche historique de la russophobie. Ou même, on pourrait dire, on pourrait remonter à René Girard et à cette sorte de rivalité mimétique entre deux représentations de la modernité — selon laquelle la Russie aura toujours sa propre singularité civilisationnelle, et qu'il faut s'en réjouir, tout comme la singularité britannique est la sienne. Et, bien sûr, mon argument spécifique est qu' après 1945 — tout cela, vous savez, alors que nous étions alliés pendant la guerre — cette situation entière est née de l'hégémonie américaine, qui a cherché à dominer après 1945. Dès 1947, ce projet hégémonique avait pris forme ; il allait dominer l'Europe occidentale. Et nous savons que les frères Dulles ont fait preuve d'un cynisme et d'une brutalité remarquables pour imposer cela — l'un au Département d'État, l'autre à la tête de la CIA. Il était donc tout à fait clair qu'ils avaient l'intention de dominer l'Europe occidentale. Et c'est pourquoi on n'a pas eu l'unification de l'Allemagne dans un sens positif ; à la place, on a eu une unification négative.

Et bien sûr, 1989 fut, comme nous pouvons le constater aujourd'hui, une série de révolutions négatives, car elles n'ont pas… Le pays — c'est pourquoi l'amertume d'un pays comme les républiques baltes, comme la Lituanie, envers la Russie — l'un des échecs de l'Union européenne est que, au lieu de transcender la logique du conflit, elle l'a en réalité facilitée et amplifiée. Il y a donc de nombreux éléments à considérer, mais… Vous n'avez pas de point de départ. Il y a bien longtemps, en 1990, ou était-ce en 1991, j'étais à la conférence de la Political Studies Association — notre association britannique de science politique — et Landsbergis, qui était alors le dirigeant de la Lituanie, Vytautas Landsbergis, c'était il y a longtemps, nous a donné le discours principal.

Et je me souviens des délégués — c'était un très grand groupe, 500 ou 600 politologues. Nous étions choqués par son langage, son discours virulent, raciste et antirusse. C'était en 1990–1991, lorsque la Russie, sous Yeltsine, avait facilité l'indépendance de la Lituanie, de l'Estonie et de la Lettonie. C'était donc stupéfiant — d'où cela venait-il ? Et bien sûr, c'étaient les démons cachés. Et ces démons, au lieu d'être vaincus, étaient nourris et entretenus. Et nous avons, vous savez, d'éminents chercheurs d' Estonie et d'ailleurs qui parlent, par exemple, de la politique de la mémoire. En fin de compte, tout se résume à ceci : nous détestons la Russie, et nous devons avoir une politique de la mémoire pour que personne ne l'oublie jamais.

Et nous devons alors utiliser tous les instruments à notre disposition — et les Polonais sont d'accord avec cela — pour détruire l'ennemi historique. Or, comme je le dis depuis longtemps, vous savez, mon père était Polonais. Il a failli faire partie de ceux de la cohorte capturée et emmenée à Katyn. Il a rencontré les forces soviétiques en tant que réserviste de l'armée polonaise le 17 septembre 1939. Et pourtant, il n'a jamais éprouvé d'amertume. Il comprenait les enjeux plus vastes, et c'est peut-être pour cela que je suis ce que je suis. Car oui, il comprenait à quel point les choses étaient terribles — vous savez, Katyn, le meurtre de près de 24 000 officiers polonais de sang-froid. Mais si nous ne digérons pas cette histoire, alors nous sommes condamnés à la répéter. Et malheureusement, nous la répétons sous une forme encore pire que tout ce qui a précédé.

#Glenn

Oui, eh bien, c'est là le problème — quand cela devient une question où un camp a raison et l'autre tort, ou bien et mal. Chaque fois qu'il y a une forme d'unification, cela n'harmonise pas vraiment les deux côtés. Les Allemands ont eu les mêmes discussions. Lorsque l'Allemagne de l'Ouest et l' Allemagne de l'Est se sont unifiées, on a toujours supposé que « la partie occidentale avait raison, donc il suffisait de rejeter tout ce qui venait de l'Est ». Mais en Allemagne de l'Est, il ne faisait pas gris tous les jours — ils avaient aussi d'autres choses. Mais je veux te poser une question sur la répartition du pouvoir, et savoir si tu penses que cela peut nous aider aujourd'hui. Parce que, encore une fois, quand la Russie était la plus grande puissance — ou qu'on pouvait l'appeler un adversaire, comme elle l'était au XIX^{e} siècle pour les Britanniques ou au XX^{e} pour l'Occident politique — il y avait alors une incitation naturelle à s'équilibrer face aux Russes, et on adoptait toutes les idéologies nécessaires qui les présentaient comme tout ce que vous n'étiez pas.

Mais dans la répartition actuelle, avec la Chine comme puissance dominante et ayant déjà dépassé l'économie américaine en parité de pouvoir d'achat il y a douze ans, il y aurait une incitation à ne pas repousser la Chine ou la Russie. C'était d'ailleurs la logique des Allemands et des Français avant 2022 : ne poussons pas trop les Russes, sinon ils finiront par se rapprocher de la Chine. Et en effet, on voit maintenant qu'une partie de la réflexion de Trump semble s'inspirer des conseils de Kissinger, qui soulignait qu'il ne faut pas rapprocher ces deux géants eurasiens. La Chine est la plus grande ; il faudrait rallier les Russes à notre camp. Il existe donc des incitations liées à l'équilibre des puissances.

Mais nous ne faisons rien. Toutes les choses dont nous savions qu'elles ne fonctionneraient pas, ou qui étaient les plus dangereuses — c'est-à-dire entrer en guerre essentiellement contre la Russie — nous les avons toutes faites malgré tout. Il est donc très difficile d'y voir uniquement une question de politique de puissance, car il y a là quelque chose de plus profond en termes de haine. J'emploierais le mot « haine » de la Russie. Cela dure depuis si longtemps.

#Richard Sakwa

À Washington, bien sûr, il y a un grand débat. Il y a l'école de pensée d'Elbridge Colby, qui se concentre fortement sur la Chine en tant que principal adversaire, et cela s'est en partie reflété dans la Stratégie de sécurité nationale. Puis il y a les Montlibios et d'autres qui continuent de mener la guerre froide — certainement vis-à-vis de Cuba, mais aussi vis-à-vis de la Russie. En d'autres termes, il y a à Washington un débat du type de celui que nous n'avons même pas encore commencé à Londres, à Paris ou à Berlin — ni à Bruxelles — de la manière que vous suggérez. Car, oui, le monde a évolué. L'Europe est marginalisée ; elle a perdu sa solidité en tant qu'alliée. Même si quelqu'un d'autre est élu en 2028, nous ne pourrons pas revenir à ce qui existait auparavant. Et même à cette époque, il y avait toujours des tensions au sein du système de puissance atlantique. Et oui, l'équilibre de l'autorité économique et, en effet, politique est en train de se déplacer.

C'est un monde multipolaire. Il l'est véritablement. Mais bien sûr, la multipolarité s'exerce à de nombreux niveaux différents. Au niveau du pouvoir, oui — sans aucun doute, la Chine émerge désormais comme une puissance distincte. Mais c'est justement pour cette raison qu'il y a tant d'efforts pour la délégitimer, et tant de travail pour affirmer qu'il s'agit d'une dictature communiste despotique, en soulignant les manques et les faiblesses de ce système — qui, bien sûr, existent. Donc oui, la multipolarité, en fin de compte — et c'est là que j'attacherais ma propre vision — est véritablement une conception normative fondée sur la Charte des Nations unies. Aujourd'hui, il y a 193 États souverains et indépendants aux Nations unies, et nous devons travailler — oui, les grandes puissances doivent travailler — et j'emploie le mot « comité », c'est-à-dire qu'elles doivent coopérer également. Et c'était l'idée initiale des cinq membres permanents du Conseil de sécurité : qu'ils auraient une responsabilité particulière.

Ce n'était pas seulement un privilège de disposer de ce pouvoir de veto permanent ; la responsabilité consistait à travailler ensemble, à tenter de résoudre collectivement les problèmes mondiaux. Et, bien sûr, ce que nous avons vu à la fin de la guerre froide, c'est que la France et le Royaume-Uni votaient presque toujours avec les États-Unis et prenaient la tête à leurs côtés. On avait donc un bloc de trois. De plus, les Britanniques ont réussi à prendre le contrôle du Secrétariat et à le manipuler. On a maintenant l'Assemblée générale des Nations unies présidée par — eh bien, on n' aurait pas pu l'inventer — Annalena Baerbock, une russophobe virulente, ce qui mine la crédibilité de l'Assemblée générale. Bien sûr, ils doivent respecter les points de vue du Sud global, mais néanmoins, par la définition de l'ordre du jour et le type de motions qu'ils présentent, ils influencent le processus.

En d'autres termes, la catastrophe actuelle, c'est que le système international — les Nations unies — est devenu un instrument de ce qu'on pourrait appeler une nouvelle guerre froide, un instrument de la politique et de la rivalité des grandes puissances, plutôt qu'un forum destiné à résoudre ces différends. Nous traversons donc une période très sombre, et cela conduit à la destruction de la plus grande réussite des 80 dernières années — à savoir les Nations unies, non seulement en tant qu' institution, mais aussi en tant qu'idée. Une idée selon laquelle nous trouvons des moyens pacifiques de coopérer, les fondements normatifs d'États souverains travaillant ensemble. Ce n'est donc pas seulement la paix de Westphalie ; c'est la paix de Westphalie plus des États souverains œuvrant à travers l'internationalisme et le multilatéralisme dans le cadre des Nations unies et de leurs normes. Et c'est cela que nous perdons aujourd'hui — l'esprit de 1945.

#Glenn

Eh bien, on peut replacer cela dans un contexte plus large. Tous les efforts historiques visant à créer une architecture de sécurité inclusive — une qui reflète réellement le droit international — cherchent à assurer la sécurité avec les autres membres plutôt que contre les non-membres. En d'autres termes, si l'on veut distinguer une architecture de sécurité collective d'une alliance, qu'il s'agisse du Concert européen, de la Société des Nations ou des Nations unies, il y a toujours le risque que les pays commencent à se regrouper en systèmes d'alliances — de petits blocs exclusifs — et que leur loyauté envers ce bloc dépasse celle qu'ils doivent au cadre de sécurité collective. Traduit dans les institutions actuelles, cela signifie que nous plaçons l'OTAN avant les Nations unies. Et, eh bien, c'est essentiellement ce qui a été fait, surtout depuis 1999. Mais pour conclure, avez-vous des pensées finales empreintes d'optimisme ? Ou pensez-vous, comme vous l'avez dit, que nous nous dirigeons vers une période un peu sombre ?

#Richard Sakwa

Non, en fait, j'ai commencé cette année très, très pessimiste. Et malheureusement, je pense que c' est toujours le cas, en particulier d'un point de vue européen. Il y a presque—oui, les dirigeants disent maintenant que nous devons réellement engager une diplomatie avec la Russie. Eh bien, n'est-

ce pas incroyable ? La diplomatie signifie que l'on parle réellement. Dans des pourparlers de paix, on parle à l'autre camp, de l'autre côté de la table. Il y a donc au moins une petite lueur de compréhension du fait que nous devons évoluer vers une nouvelle dynamique dans ces négociations de paix pour mettre fin à cette guerre terrible—cette guerre terrible qui, lundi dernier, a dépassé en durée ce que les Russes appellent la Grande Guerre patriotique, de 1941 à 1945. Mais malheureusement, pour le Royaume-Uni, la Seconde Guerre mondiale a duré cinq ans et demi. J'ai donc le sentiment qu'il reste encore du chemin à parcourir avant d'atteindre une quelconque résolution. Oui, je suis très pessimiste.

#Glenn

Eh bien, pouvoir plaider en faveur de la diplomatie sans être diffamé, censuré ou « annulé » — je suppose que c'est un progrès positif. Mais nous plaçons la barre un peu bas. Néanmoins, oui, quelque chose semble aller dans la bonne direction. Cela dit, je partage ton pessimisme ; le début de l'année 2026 a été très difficile. Alors merci beaucoup d'avoir pris le temps.

#Richard Sakwa

Avec plaisir. Merci.